

Le Panorama Hebdomadaire de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la Direction
de l'Information et de l'Accueil

Du 11 au 17 janvier 2017



Ce Panorama est constitué d'une sélection d'articles issus des presses hebdomadaires régionales et locales du Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Postes (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@nordpasdecalaispicardie.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille



SOMMAIRE



VP1 - SOLIDARITÉS AVEC LES TERRITOIRES, CONTRAT DE PLAN ETAT-RÉGIO..

(3 articles)

-  **la Capso installée sans coup férir** (578 mots) Page 8
jeudi 12 au mercredi 18 janvier 2017
Cette séance d'installation du conseil de la Communauté d'agglomération, jeudi 5 janvier, a viré au plébiscite de son prési...
-  **«Pas une équipe Caso, mais bien Capso»** (262 mots) Page 9
jeudi 12 au mercredi 18 janvier 2017
Les vice-présidences semblent un copier-coller de l'ex-Caso, sauf pour les trois présidents des trois intercommunalités qui...
-  **Capso, «gros machin» déjà trop petit** (318 mots) Page 10
jeudi 12 au mercredi 18 janvier 2017
Capso, «gros machin» déjà trop petit La Capso conservera son président passé le printemps électoral qui nous attend cette a...

VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...

(2 articles)

-  **Salariés du Ternois : donnez votre avis à partir du 16 janvier** (398 mots) Page 12
jeudi 12 au mercredi 18 janvier 2017
Le Pays du Ternois a lancé il y a quelques années une série d'actions dans le cadre d'un plan climat territorial. La prochaine sera le lancement d'une en...
-  **Rémi Pauvros devrait présider le canal Seine-Nord** (279 mots) Page 13
vendredi 13 au jeudi 19 janvier 2017
Rémi Pauvros, ancien maire de Maubeuge et député de la 3e circonscription du Nord, devrait présider la société du canal Seine-Nord Europe. C'est ce qu...

VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...

(1 article)

-  **Biodiversité :l'Agence française sur les rails** (488 mots) Page 15
jeudi 12 au mercredi 18 janvier 2017
Sa création était une mesure phare de la loi sur la reconquête de la biodiversité. L'Agence française de la biodiversité (AFB) fonc...

VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL

(2 articles)

Page 17

Autrement dit

vendredi 13 au jeudi 19
janvier 2017

Le port de Dunkerque aura bien résisté aux soubresauts de 2016

le marin

l'actualité de l'économie maritime

jeudi 12 au mercredi 18
janvier 2017

Dunkerque : réduction de la zone proposée pour l'éolien

(308 mots)

Les candidats au dialogue concurrentiel n° 1/2016, portant sur la construction et l'exploitatio...

Page 18

VP8 - CULTURE

(3 articles)

CROIX DU NORD

HEBDOMADAIRE CHRÉTIEN RÉGIONAL

vendredi 13 au jeudi 19
janvier 2017

Napoléon veut avoir de l'écho (383 mots)

Si on n'associe pas spontanément Napoléon au château de Versailles, c'est pourtant là qu'est rassemblée la première collection au m...

Page 20

L'INDEPENDANT

jeudi 12 au mercredi 18
janvier 2017

Pour y « moudre de la culture » (302 mots)

Comme promis, la cérémonie des vœux a été l'occasion de dévoiler le nom du théâtre à l'italienne. Malgré la pluie et le vent, l'ass...

Page 21

L'Indicateur

Flandres - Vallée de la Lys

mercredi 11 au mardi
17 janvier 2017

Un mécénat pour l'église (356 mots)

Il a logiquement été question de l'église Saint-Pierre Saint-Paul lors de la cérémonie des vœux à la population organisée d...

Page 22

VP11 - LYCÉES

(5 articles)

LaSemaine

dans le Boulonnais

mercredi 11 au mardi
17 janvier 2017

Pas de lycée sur l'hoverport (542 mots)

Vendredi dernier, le président de la Région, Xavier Bertrand, a fait un crochet par Boulogne-sur-Mer. Pas pour inaugurer un...

Page 24

La Sambre

La Frontière

vendredi 13 au jeudi 19
janvier 2017

La chaudière sera réparée ce week- end (611 mots)

Capricieux depuis bien des mois, le système de chauffage du lycée Pierre-Forest montrait de plus en plus de signes de faiblesse. Les températures en clas...

Page 25

La Sambre
La Frontière
vendredi 13 au jeudi 19
janvier 2017

Que pensez- vous de cette situation ? (309 mots)

Alexandre Valin Elève au lycée Pierre-Forest Je pense que la région aurait dû changer la pièce bien avant que la situation en arrive à ce point. Car cela...

Page 26

LePhare
dunkerquois
mercredi 11 au mardi
17 janvier 2017

Un golf grand public au lycée horticole (324 mots)

La volonté ne date pas d'hier. Car rien de plus logique pour la seule école de France à proposer la formation de greenkeepe...

Page 27

LePhare
dunkerquois
mercredi 11 au mardi
17 janvier 2017

«Une alternance entre cours et pratique» (228 mots)

De quelle manière percevez-vous l'arrivée d'un golf au lycée? C'est un plus. Depuis 30ans, cette formation existe et avoir ...

Page 28

VP12 - RÉNOVATION URBAINE, LOGEMENT, INNOVATION NUMÉRIQUE...

(3 articles)

La Sambre
La Frontière
vendredi 13 au jeudi 19
janvier 2017

Un lieu entièrement dédié à la création numérique (732 mots)

VALENCIENNES Inaugurée au bord de l'Escaut en avril 2015, la Serre Numérique est un petit paradis pour jeunes entrepreneurs, étudiants et chercheurs exer...

Page 30

La Sambre
La Frontière
vendredi 13 au jeudi 19
janvier 2017

Hugo et les Etats-Unis d'Europe (179 mots)

Au congrès de la paix Victor Hugo prononce un discours prémonitoire. « Un jour viendra où vous France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Al...

Page 32

Autrement dit

vendredi 13 au jeudi 19
janvier 2017

"Le tissu régional à haute valeur ajoutée technologique n'est pas suffisamment dense!"

VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

(1 article)

L'Avenir
de l'Artois
jeudi 12 au mercredi 18
janvier 2017

La finales du Mondial de handball à Liévin! (169 mots)

Énorme nouvelle pour le stade couvert de Liévin, qui doit rouvrir en avril prochain selon Laurent Duporge. En réalité, un a...

Page 35

POLITIQUE RÉGIONALE

(6 articles)

- La Thiérache**
jeudi 12 au mercredi 18
janvier 2017
- XAVIER BERTRAND FAIT LE BILAN « Je respecterai mes promesses »** (1344 mots) Page 37
- POLITIQUE Un an après son élection à la présidence du Conseil Régional Hauts-de-France, Xavier Bertrand revient sur l'année passée et expose sa vision d'...
- La Thiérache**
jeudi 12 janvier 2017
- Il assume son bras de fer avec la SNCF** (131 mots) Page 39
- Au contraire. Nous n'en avons pas pour notre argent et les usagers non plus. J'en veux surtout à l'Etat. Les responsables politiques devraient prendre le...
- Autrement dit**
vendredi 13 au jeudi 19
janvier 2017
- 2017 : Rendez-Vous Des nouveaux territoires en émergence** Page 17
- La Thiérache**
jeudi 12 au mercredi 18
janvier 2017
- RETROUVER UNE SANTÉ FINANCIÈRE Priorité à la ruralité** (879 mots) Page 41
- AISNE Le président du Département demande un peu de patience. Les politiques n'ont pas encore produit leurs fruits. D'autres réformes vont bousculer le f...
- CROIX DU NORD**
HEBDOMADAIRE CHRÉTIEN RÉGIONAL
vendredi 13 au jeudi 19
janvier 2017
- Le moteur de la CUA tourne à plein régime** (406 mots) Page 43
- Philippe Rapeneau, président de la CUA. ...
- LePhare**
dunkerois
mercredi 11 au mardi
17 janvier 2017
- Vœux 2017 ou l'attractivité du territoire** (295 mots) Page 44
- Lors de ses vœux, Patrice Vergriete a insisté, avec enthousiasme, sur les travaux à venir. Des travaux qui devraient donner...

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(4 articles)

- L'Observateur**
du Valenciennois
vendredi 13 au jeudi 19
janvier 2017
- Le RER francilien sera 100 % Ch'ti** (739 mots) Page 46
- BOMBARDIER / ALSTOM Fin du suspense, SNCF a retenu l'offre du consortium. Une commande historique pour l'industrie ferroviaire des Hauts-de-France, 3,75 ...
- L'Observateur**
du Valenciennois
vendredi 13 au jeudi 19
janvier 2017
- Fabien Roussel reste néanmoins vigilant** (265 mots) Page 48
- L'adjoint à la communication de St-Amand se réjouit du choix de la SNCF et de la région Île de France d'attribuer le marché de production du RER-NG au co...

Frais Embal se positionne sur Garromanche (512 mots)

C'est toujours bon signe quand une entreprise ambitionne de faire construire.
Lors du dernier conseil communautaire de déce...

Page 49

Une subvention conditionnée à de l'embauche (284 mots)

Comme elle le fait souvent lorsqu'elle aide financièrement une entreprise qui se
développe, la Communauté d'agglomération d...

Page 50

**P - Emploi et
développement
économique**



Le RER francilien sera 100 % Ch'ti (1/2)

BOMBARDIER / ALSTOM Fin du suspense, SNCF a retenu l'offre du consortium. Une commande historique pour l'industrie ferroviaire des Hauts-de-France, 3,75 milliards.

C'est officiel, lors de son conseil d'administration, SNCF a bien finalement retenu l'offre du consortium Alstom-Bombardier pour renouveler les trains des lignes D et E du réseau francilien. Le suspense était entretenu, mais avec l'Espagnol CAF en touche, l'issue ne pouvait être que favorable. Cependant, la commande est historique pour l'industrie ferroviaire des Hauts-de-France.

. 255 RAMES COMMANDÉES

Cette commande de 255 rames, d'un montant de 3,75 milliards d'euros, est la plus importante jamais financée par le Syndicat des transports d'Île-de-France. Alstom, en groupement avec Bombardier, concevra et fournira donc cette nouvelle génération de matériel. La première phase ferme de ce projet comprend la livraison de 71 rames pour un montant estimé à 1,55 milliard d'euros subventionnées à 100 % par le Syndicat des transports d'Île-de-France. Ces 71 premiers trains seront livrés et circuleront dès 2021. La part du consortium Alstom - Bombardier de cette première tranche s'élève à 1,1552 milliard d'euros (environ 70 %

Alstom – 30 % Bombardier).

. SAVOIR-FAIRE RECONNU

Xavier Bertrand, président de la région Hauts-de-France, et Gérald Darmanin, vice-président en charge des transports, se réjouissent, bien évidemment, de cette commande de matériels nouvelle génération. Ce fameux X'trapolis Cityduplex ! « C'est la reconnaissance du savoir-faire de nos ouvriers, de nos ingénieurs et de nos entreprises régionales, c'est la reconnaissance de l'avenir industriel des Hauts-de-France », réagissaient-ils.

Val Métropole

Fabien Thiémé, le maire de Marly et vice-président de Valenciennes Métropole : « nous ne pouvons que nous réjouir et nous féliciter de cette commande record, qui vient récompenser le savoir-faire de tout un territoire et donne tout son sens aux combats menés au fil des années pour la défense de l'industrie ferroviaire, en particulier dans le Valenciennois ».

. PÉRENNISER L'EMPLOI

Cette commande permettra d'assurer la production des sites de Crespin pour Bombardier et de Petite-Forêt pour Alstom et de pérenniser des milliers d'emplois de la filière, tout en proposant du matériel totalement français. « La région Hauts-de-France est aux côtés des industriels du secteur ferroviaire pour faire de notre territoire levéritable » Airbus du ferroviaire » selon l'engagement de Xavier Bertrand », affirme Gérald Darmanin. Ce sont au total environ 2 000 personnes qui travailleront sur ce projet au sein du Groupement Alstom-Bombardier, dont 550 ingénieurs expérimentés et plus de 8 000 emplois seront pérennisés en France au sein de la filière ferroviaire. Huit sites d'Alstom en France concevront et fabriqueront ce nouveau matériel, dont Valenciennes pour la gestion de projet, la conception, la validation, les essais, la mise en service et garantie, la production des véhicules d'extrémités et l'intégration finale du train. Le site de Bombardier à Crespin sera en charge de la conception et de la fabrication des voitures intermédiaires.



. QUEL TRAIN

Baptisé X'trapolis Cityduplex, le train garantira les plus hauts niveaux de disponibilité, de fiabilité et de sécurité. Chaque rame pourra transporter jusqu'à

1860 passagers en version 130m. Plusieurs innovations permettront d'optimiser le coût de maintenance et la consommation d'énergie pour atteindre respectivement des baisses de 20 % et 25 % par rapport aux

générations précédentes de matériels. Enfin, sa production débutera en 2018 pour des premières livraisons prévues en 2021.

par Benoit Didier





Fabien Roussel reste néanmoins vigilant (2/2)

L'adjoint à la communication de St-Amand se réjouit du choix de la SNCF et de la région Île de France d'attribuer le marché de production du RER-NG au consortium Alstom / Bombardier.

« C'est un marché de 3,5 milliards d'euros qualifié de »marché du siècle«. D'après les premières déclarations d'Alstom, l'essentiel de la production de ces trains devrait être réalisée en France et en particulier dans le Valenciennois. C'était une exigence forte surtout pour préserver les savoir-faire, les emplois et concernant une commande publique. »

Fabien Roussel précise que c'est une victoire importante pour l'industrie du ferroviaire à mettre à l'actif des salariés, des syndicats et de tous les élus franciliens et de notre région qui se sont battus pour cela, en particulier ceux du PCF/ FDG au STIF.

Il nuance néanmoins : « nous restons vigilants pour que cet

engagement soit tenu. C'est la raison pour laquelle nous maintenons notre demande de mise en place d'un comité de suivi de la réalisation de la commande réunissant des représentants des usagers franciliens, des élu.e.s locaux et des représentants des salarié.e.s ».





ÉCONOMIE

Frais Embal se positionne sur Garromanche (1/2)

Le spécialiste du poisson frais, découpé et sans arête a sollicité la Cab pour un terrain sur Garromanche.

La société envisage d'y construire une nouvelle unité de production

C'est toujours bon signe quand une entreprise ambitionne de faire construire. Lors du dernier conseil communautaire de décembre, les élus de l'agglomération ont eu à se positionner sur une demande de la société Frais Embal.

Cette entreprise est bien connue à Capécure. Elle est spécialisée dans le poisson frais, découpé, sans arête et conditionné en barquette sous atmosphère. La découpe et le conditionnement de poissons frais représentent 81% de ses volumes et 87% de son chiffre d'affaires global. 10% des achats en volume sont effectués en criée.

La chasse aux arêtes

L'entreprise est spécialisée dans le désarêtage mécanique et manuel. Pour l'anecdote, elle a investi, il y a quelques années, dans des tables lumineuses pour traquer la moindre arête dans les filets. Le portionnage à poids fixe, le filetage main, la surgélation et la préparation de produits élaborés prêts à consommer sont les autres

caractéristiques de cette société.

31 embauches à terme

Frais Embal se porte bien. Elle prévoit un développement de son chiffre d'affaires à trois ans de 15 % et a programmé de l'embauche. Mieux: elle cherche un terrain pour faire construire, afin de développer ses activités actuelles et développer de nouveaux produits. Elle s'est positionnée sur un terrain à Garromanche, propriété de la Cab. Ce nouveau site doit permettre d'accroître la capacité de production et de massifier les volumes, d'améliorer l'organisation et de développer des produits innovants, afin de conquérir de nouveaux marchés et notamment à l'export.

Une première phase de 10 millions d'euros

Le projet est ambitieux. Dans une première phase, un nouveau bâtiment accueillera l'activité de découpe et de transformation du poisson sur de nouvelles chaînes de production, ainsi que la production de produits surgelés. Une seconde phase concernera les produits élaborés. Rien que

pour cette première phase, le coût total du projet est estimé à 10,62 millions d'euros. Un montant qui correspond aux investissements immobiliers, agencements, matériel, frais d'étude et de conception. À l'appui de son projet, Frais Embal a sollicité une aide financière auprès de la Région et de la Cab. C'est sur ce point que les élus ont eu à se positionner.

Ce qui est éligible à subvention, c'est l'investissement consacré au matériel de production, estimé à deux millions d'euros. D'un point de vue réglementaire, l'aide publique maximum ne peut excéder 50% de ce montant, soit un million. La subvention sera donc allouée à parts égales entre la Région et la Cab, pour 500000 euros chacune. Les élus communautaires l'ont toutefois assortie d'une clause relative à l'emploi (ci-dessous).

Précisons qu'aucun calendrier n'est fixé. La Cab a inscrit cette subvention dans son budget économique 2017.

Stéphane DANGER





Une subvention conditionnée à de l'embauche (2/2)

Comme elle le fait souvent lorsqu'elle aide financièrement une entreprise qui se développe, la Communauté d'agglomération du Boulonnais (Cab) pose des conditions à sa subvention. Le plus souvent, comme ici, il s'agit d'une condition liée à l'emploi. La délibération votée par les élus communautaires précise donc expressément que «dans le cas du non-respect de l'objet et/ou du budget prévisionnel pour lesquels la subvention est votée, le président de la Communauté d'agglomération du Boulonnais est autorisé à suspendre, réduire

ou exiger le remboursement de la subvention en question. Le conseil décide donc d'allouer à la société Frais Embal (...) une aide d'un montant de 500000 euros hors taxe (...), sous réserve de la création de 31 emplois en équivalent temps plein, en contrat à durée indéterminée (CDI, ndlr)».

Un précédent

Ce ne sont pas des paroles en l'air. En mars 2016, la Cab a réclamé le remboursement d'une partie de son aide financière,

alors de 150000 euros, au groupe Marine Harvest, qui n'avait pas embauché autant de CDI qu'annoncés. Dès lors, l'agglomération avait recalculé le montant de sa subvention au prorata des emplois effectivement créés. En conséquence, comme 45 000 euros avaient été versés, elle a exigé le remboursement au groupe norvégien de 20160 euros. On précisera quand même que le spécialiste du saumon, qui se porte très bien, a annoncé en septembre dernier une vague d'embauches de 30 emplois en CDI.



**VP1 - Solidarités avec les
territoires, contrat de plan
Etat-Régio..**



POLITIQUE

la Capso installée sans coup férir (1/3)

La Communauté d'agglomération du Pays de Saint-Omer a choisi son président, ses 15 vice-président et ses 16 conseillers communautaires délégués jeudi 5 janvier

Cette séance d'installation du conseil de la Communauté d'agglomération, jeudi 5 janvier, a viré au plébiscite de son président, François Decoster. Un seul candidat pour chaque poste, du président aux quinze vice-présidents, et de très larges majorités de suffrages pour chacun, à l'issue d'interminables votes à bulletins secrets par les 98 élus communautaires.

se faire entendre

À l'issue de cette réunion, au petit matin à l'heure où les chouquettes du buffet se battaient en duel, l'élu cultivait toujours son image de rassembleur.

Rien à voir avec l'ambiance tendue de 2014, au lendemain des Municipales qui avait rebattu les cartes de l'échiquier politique dans l'Audomarois au désavantage du Parti socialiste, où le duel François Decoster - Joël Duquenoy avait tourné à l'avantage du premier.

2017: «un an de travail, une étape préparée, envisagée dans ses contours, attendue par les territoires. Le projet de territoire a été rédigé tout au long de 2016.

Il traduit le prolongement d'une agglomération qui accorde confiance et attention à l'ensemble des 53 communes, des 105000 habitants». C'est pourquoi le président, nouvellement élu, entend appliquer cette idée «d'une conférence des maires». Première du genre programmée le 9 février. «Tous ensemble, on va se lancer dans l'aventure Capso avec enthousiasme» Daniel Herbert, maire de Wizernes, 8e vice-président de la Capso

La représentativité fait évidemment la part belle à l'ex-Communauté d'agglomération de Saint-Omer (Caso). Les vice-présidences de la nouvelle Capso sont peu ou prou les mêmes que feu la Caso. Hormis la désignation du deuxième vice-président (Jean-Claude Dissaux, maire d'Aire-sur-la-Lys, président de l'ex-Communauté de communes du Pays d'Aire), troisième vice-président Alain Mequignon (maire de Fauquembergues, président de l'ex-intercommunalité du canton du même nom) et du quatrième vice-président René Allouchery (maire de Saint-Augustin, président de l'ex-Communauté de communes de la Morinie). Interrogé à ce propos, François

Decoster invite à regarder du côté du bureau où la représentation des trois intercommunalités rurales ayant rejoint Saint-Omer pèse plus fort que son poids démographique.

Solidarité entre les communes

Mieux, avec la désignation de conseillers communautaires délégués, au nombre de seize, attachés respectivement à l'un ou l'autre des vice-présidents, «on a de vrais binômes, de deux ou plusieurs élus, sur des compétences Capso, d'élus souvent d'intercommunalités d'origines différentes. Presque un an que nous avons appris à nous connaître, à travailler ensemble». D'ailleurs, François Decoster a pointé «un point majeur: la solidarité entre les communes». Et oui, comment se faire entendre pour des communes n'ayant qu'un représentant dans ce nouveau vaste ensemble territorial? Cela engendre des craintes.

«Proximité, convivialité... un tel état d'esprit qu'il faut préserver», évoqués par le président nouvellement élu, mais cela ne rime pas avec parité. Un président, 14 vice-président... et



une vice-présidente, la maire majorale, malgré les lois sur la
d'Arques. C'est à l'image du peu parité.
de féminisation de la fonction

Ludovic Boutin





FRANÇOIS DECOSTER PRESIDENT DE LA CAPSO

«Pas une équipe Caso, mais bien Capso» (2/3)

Les vice-présidences semblent un copier-coller de l'ex-Caso, sauf pour les trois présidents des trois intercommunalités qui vous rejoignent?

Les délégués de l'ex-Caso constituent 60% du bureau communautaire de la nouvelle Communauté d'agglomération. Or ils représentent 68,5% des habitants de ce nouvel ensemble. Voilà un bon équilibre auquel nous avons tous abouti. Ce n'est pas une équipe de la Caso à côté des ex-Communautés de communes. Voilà une équipe

Capso formée.

Un absent tout de même ce soir: Joël Duquenoy, ancien maire d'Arques, votre prédécesseur à la Caso...

Avec Joël (Duquenoy), on se croise. Il conserve un profond attachement. Le fait qu'il ne soit pas là n'est pas à mettre au crédit d'un désintérêt; c'est presque le contraire. C'est une raison qui m'a amené à rendre hommage, dans mon discours, à l'ensemble des présidents des intercommunalités, avec leurs

différentes histoires. Joël en fait partie.

Et les femmes... Peu d'entre elles intègrent l'exécutif communautaire. Où est la parité?

100% des femmes de l'ex-territoire de la Caso intègrent le bureau de la Capso. Il y aurait même surreprésentation avec 4 des 7 femmes maires de l'assemblée au sein du bureau, tandis que nous avons 25 maires sur les 46. Je reste très attaché à la place des femmes en politique.





Capso, «gros machin» déjà trop petit (3/3)

Capso, «gros machin» déjà trop petit La Capso conservera son président passé le printemps électoral qui nous attend cette année 2017. François Decoster a réaffirmé ne pas être candidat aux Législatives de juin 2017. Au détour d'un débat sur une nouvelle taxe, la Gémapi, décidée par le gouvernement, il glissa «je n'étais pas en nature de voter les lois; et je n'ai pas l'intention de l'être». Un mandat de député l'aurait contraint, loi sur le cumul oblige, à abandonner des responsabilités. L'élu a de quoi s'occuper, entre la Ville de Saint-Omer, ses

fonctions à la Région et à la tête de la Communauté d'agglomération. Cette nouvelle collectivité territoriale, avec ses 105000 habitants réunis, se révèle être la sixième structure dans le département du Pas-de-Calais, juste derrière Arras et devant Cap Calais. Cela a été rappelé par François Decoster dans ses propos juste après son élection. Car le président doit rassurer sur l'angle de «l'agglomération de proximité», et on percevait cette crainte d'un éloignement des élus de proximité et des habitants poindre parmi les 98 élus, jeudi

soir. François Decoster doit aussi positionner la Capso pour la «faire rayonner à l'extérieur». Peser à l'échelle régionale, et au-delà. À ce propos, il y a eu ce rendez-vous manqué de constituer un pôle métropolitain, associant l'Audomarois et la Flandre intérieure. Le vice-président Bertrand Petit, répétait juste après Noël, cet «atout d'un territoire cohérent situé entre la métropole lilloise et la Côte. Une porte d'entrée pour capter des fonds, notamment de l'Union européenne».

Ludovic BOUTIN



**VP2 - Transports,
infrastructures de
transport...**



MOBILITE : Le Pays du Ternois lance une étude sur son site internet

Salariés du Ternois : donnez votre avis à partir du 16 janvier

Le Pays du Ternois a lancé il y a quelques années une série d'actions dans le cadre d'un plan climat territorial. La prochaine sera le lancement d'une enquête en ligne (www.paysduternois.eu) sur les modes de déplacement des salariés du Ternois à partir du 16 janvier prochain. **Décryptage.**

Quelques minutes pour connaître vos habitudes et vos besoins

Hasard du calendrier, le Pays du Ternois lance, dans un peu moins de trois semaines, une enquête sur les modes de déplacement des salariés travaillant dans le Ternois afin de connaître leurs habitudes, leurs besoins et leurs suggestions. *«Les personnes ciblées sont les personnes*

habitant à l'extérieur et qui viennent travailler dans le Ternois», précise Mickaël Coulon, chargé de mission Plan climat territorial au Pays du Ternois.

Le questionnaire sera disponible dès le 16 janvier et jusqu'au 3 février. Il suffit simplement de quelques minutes, nous a-t-on assuré, pour le remplir. Le questionnaire est, précision importante, anonyme. Il comprend les grandes thématiques suivantes : - la journée de travail (lieu de travail, horaires,...), - les déplacements domicile/travail (durée du trajet, distance, mode de transport), - mode de déplacement (stationnement, covoiturage, transports publics,...).

Des actions concrètes attendues

dès la fin 2017

Le diagnostic mobilité a déjà commencé. L'objectif est de définir d'ici au mois de septembre 2017 un certain nombre d'actions à mettre en place à l'échelle du Ternois, dès le dernier trimestre de l'année prochaine. Sur le sujet, des pistes de réflexion sont déjà lancées, entre le Département et la communauté de communes des Vertes Collines du Saint-Polois (qui connaît ses derniers jours sous cette forme) concernant la création d'une aire de covoiturage au croisement des RD 939 et 916 à Saint-Pol.

par Anthony Hoyer

Pour plus de renseignements : 03.21.04.08.24 Pour répondre au questionnaire en ligne, à partir du 16 janvier : www.paysduternois.eu





Rémi Pauvros devrait présider le canal Seine-Nord

Rémi Pauvros, ancien maire de Maubeuge et député de la 3^e circonscription du Nord, devrait présider la société du canal Seine-Nord Europe. C'est ce qu'a annoncé le secrétaire d'Etat aux Transports, Alain Vidalies, dans un entretien paru dans *La Voix du Nord* ce mercredi. « Compte tenu du travail effectué par Rémi Pauvros sur ce dossier, dont je rappelle qu'il était totalement dans l'impasse en 2012, les représentants de l'Etat au conseil de surveillance soutiendront sa candidature (...).

Comme ils sont majoritaires, je peux vous annoncer que Rémi Pauvros sera le président de cette société », a-t-il déclaré. Le parlementaire avait en effet remis, il y a près de deux ans, un rapport qui préconisait un certain nombre de modifications sur le projet. Ce qui avait permis de faire passer le coût de 7 à 4,5 milliards d'euros. Les premiers travaux, financés par l'Union européenne, l'Etat et les collectivités (Départements et Régions), devraient démarrer « avant la fin de l'année », a précisé M. Vidalies. Si le choix

de Rémi Pauvros est celui du gouvernement, ce n'était pas celui d'autres instances. Tel le Conseil régional des Hauts de France, dont le président, Xavier Bertrand, plaidait plutôt pour la nomination de Jean-Louis Borloo.

Reste une question : en cas d'alternance du pouvoir au printemps prochain, l'élu Sambrien pourra-t-il conserver son fauteuil ? Nous avons tenté de le joindre, sans succès à l'heure où nous mettions sous presse.



**VP4 - Développement
durable, TRI, transition
énergétique...**



SCIENCES & ENVIRONNEMENT

Biodiversité : l'Agence française sur les rails

Sa création était une mesure phare de la loi sur la reconquête de la biodiversité. L'Agence française de la biodiversité (AFB) fonctionne depuis le 1er janvier.

Le comité scientifique de la nouvelle Agence française de la biodiversité (AFB), qui a commencé à fonctionner officiellement début janvier, a tenu sa première réunion le 3 janvier. Gilles Bœuf a été nommé président du conseil scientifique de l'agence et Luc Abbadie vice-président.

Le conseil devra assister le conseil d'administration dans la définition de la politique scientifique de l'agence, participer à l'évaluation des activités de recherche, faire le lien avec les conseils scientifiques des dix parcs nationaux, rattachés à l'AFB. Un premier conseil d'administration est prévu le 19 janvier. Il définira la politique de l'agence.

Christophe Aubel prend quant à lui la présidence de l'AFB. Directeur d'Humanité et biodiversité depuis 2001, celui-ci a quitté l'association lors de sa nomination en tant que préfigurateur de l'AFB en

février 2016.

« Moment historique », selon son président d'honneur, l'astrophysicien Hubert Reeves, la création de l'agence doit marquer la mobilisation pour la préservation des espèces et « faire monter, dans la société, les enjeux liés à la biodiversité », insiste Christophe Aubel. « Nous n'avons pas voulu créer un nouveau bidule, au contraire, on simplifie, on fusionne », renchérit la secrétaire d'État chargée de la Biodiversité, Barbara Pompili.

Une ponction de 70 millions d'euros

Office national des eaux et des milieux aquatiques (Onema), Atelier technique des espaces naturels (Aten), Parcs nationaux de France et Agence des aires marines protégées (AAMP) sont à présent réunis sous la même présidence. 1 200 agents rejoignent la nouvelle agence, auxquels viennent s'ajouter

50 emplois nouvellement créés, selon le ministère de l'Environnement. L'AFB sera organisée autour de trois pôles, à Brest, Montpellier et Vincennes. Viendront s'y greffer des agences régionales pour la biodiversité, sur tout le territoire.

Le budget s'élève à 225,5 millions d'euros mais la ponction de 70 millions d'euros sur les fonds de l'Onema, dans la loi de finances rectificative pour 2016, suscite l'inquiétude des employés et des ONG.

19 membres

19 membres composent le conseil scientifique, choisis notamment pour leur « excellence scientifique ».

ONCFS. Outre la ponction dans le budget de l'Onema, les ONG déplorent l'absence, au sein de l'agence, de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage.

par Mélanie Chartier



VP5 - Mer et ports, politique du littoral



© Dunkerque Port

LE PORT DE DUNKERQUE

IL A BIEN RÉSISTÉ AUX SUBTILS SAUVÉS DE 2015

Le Grand Port Maritime de Dunkerque dévoilait, ce 12 janvier, ses trafics 2016 (+0,3%)... alors qu'il multiplie les investissements et prend une place déterminante dans le groupement portuaire régional lancé en septembre dernier. Avec de belles perspectives de croissance en perspective...

Le port à la conquête des grands chargeurs. En février 2016, le fondateur d'Auchan se trouvait à Dunkerque.

De gauche à droite : Cdt Zaiane - Patrice Vergriete, Président de la Communauté Urbaine de Dunkerque et maire de Dunkerque ; Gérard Mulliez ; Rodolphe Saadé, Vice-Président CMACGM ; Stéphane Raison, Président du Directoire Dunkerque-Port ; Xavier Bertrand, Président du Conseil Régional Nord Pas de Calais Picardie et Franck Gonsse, Secrétaire Général CNTPA.

« 2016 va démarrer très fort ». En janvier 2016, **François Soulet de Brugière**, président du Conseil de Surveillance du Port de Dunkerque, jouait les pythies à l'ouverture de la conférence de presse annuelle dressant bilan et perspectives de l'équipement portuaire nordiste. En 2015, 46,6 MT de marchandises avaient transité par le port (-1%) par rapport à 2014. Une baisse relative que devait effacer un retour effectif à l'équilibre en 2016. De fait, le trafic 2016 affiche 0,3% supplémentaires par rapport aux dernières mesures. Ce frémissement est encore loin du raz de marée mais les indices sont pourtant nombreux à pointer vers le retour vers une belle croissance pour la place portuaire dunkerquoise. Côté trafics (voir encadré), les niveaux se sont maintenus dans leur globalité en 2016 sauf pour les céréales qui accusent un retrait plus prononcé en année civile, crise agricole oblige. L'inflexion devrait venir ces prochaines et premières semaines de 2017 du transport des vracs liquides qui ont accusé quelques baisses ces dernières années (-7% à 5,6MT sur l'exercice 2014), ont réalisé « une année moyenne » en 2016 et comptent désormais sur l'effet Terminal Méthanier qui vient tout juste de démarrer son service commercial.

300 HECTARES POUR DES IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES

La croissance future c'est, bien sûr, une stratégie de long terme pérenne. Dunkerque continue donc d'élargir son hinterland en développant son tissu industriel et en nouant des partenariats avec ses voisins. En janvier 2016, l'état-major du Grand Port Maritime annonçait le dégagement de plusieurs centaines d'hectares destiné à mettre sur pied une nouvelle zone logistique. Près de 300ha, sur lesquels les travaux ont déjà commencé et vont se poursuivre tout au long de 2017. Dix-sept projets industriels y sont rattachés. Parmi eux, le groupe industriel belge Ecophos y installe, actuellement, son nouveau site de production de phosphate alimentaire sur la plateforme ICD à Mardyck. Cet investissement de 75M€ devrait permettre la création de 100 emplois directs et indirects dans un avenir très proche (la production devrait démarrer au 4ème trimestre 2017). Avec cette implantation, « le trafic généré pour le port atteindra 250 000 tonnes en import de matières premières et en export de produits finis » énonce la direction du GPMD.

62,2M€ D'INVESTISSEMENTS

Le port a d'autres programmes dans son escarcelle. L'évolution des montants d'investissements qui y sont consacrés ne trompent pas. En 2016, le programme d'investissements du port s'est élevé à un peu plus de 42M€. C'est 20% de plus que les montants engagés en 2015. Et la tendance va s'accroître cette année avec plus de 62,2M€ fléchés sur son projet stratégique... C'est 45% de moyens financiers supplémentaires par rapport au budget précédent. Attendus de longue date, planifiés pour février dernier mais finalement repoussés... 2017 verra le début des travaux d'extension du Quai de Flandre, sur le Port Ouest. Soit 600 mètres de quai supplémentaires, portant son linéaire total à 1800m. 60M€, échelonnés sur deux ans, vont être mobilisés pour cette opération dont 24,4M€ en 2017. L'ouvrage devrait être opérationnel pour 2018.

GAGNER LA BATAILLE

DU TRAFIC CONTENEURISÉ

Derrière ces travaux s'affiche toute l'ambition du Grand Port Maritime à pousser le développement de son trafic conteneurisé dont la progression

202

semble, désormais, bien amorcée. En 2015, il atteignait quelques 317 000 EVP (Équivalents Vingt-Pieds). En 2016, il aura établi un nouveau record (+7%) à 341 041 EVP, pour 3,15M de Tonnes (+4%). Autre signe encourageant : les conteneurs pleins augmentent, également, de 7% pour 221 196 EVP, « confirmant l'intérêt de Dunkerque comme première escale d'import Europe » explique **Stéphane Raison**, le président du directoire du GPMD. Pourtant, ces résultats florissants, sont encore loin du potentiel offert par ce marché. « Longtemps, le trafic du Port de Dunkerque plafonnait entre 3000 et 4000 EVP chaque année. Nos travaux menés avec les Ports de Lille (avec lesquels Dunkerque avait monté un GIE portuaire, ndr), nous ont permis de dépasser les 10 000 » estimait dernièrement le patron du Port qui vient donc de dépasser les 20 000... en attendant le prochain palier : « nous voyons le basculement arriver, et nous allons l'amplifier ! ».

CAP 2020 :

L'HEURE DU DÉBAT PUBLIC

L'horizon des responsables portuaires dunkerquois est désormais concentré sur le dossier « Cap 2020 » définit comme le projet de développement majeur du port pour la décennie à venir. Là aussi, l'investissement est évoqué depuis longtemps. Avec l'ambition de construire un tout nouveau terminal à conteneurs sur le port Ouest, dimensionné pour accueillir les plus grands porte-conteneurs (plus de 400 mètres). Au préalable, un débat public devra être lancé en cours d'année, le dossier comportant ce qu'il faut d'enjeux sociaux, économiques et environnementaux pour trouver une issue favorable. « Le projet permettra de conforter la place de Dunkerque dans la chaîne logistique internationale comme l'une des portes d'entrée naturelles de la France et de l'Europe du Nord » avance la Commission Nationale du Débat Public. De quoi faire

du port de Dunkerque un challenger crédible des ports européens du range Nord Ouest (Anvers, Rotterdam..).

UNION PORTUAIRE

L'autre atout 2017 de Dunkerque Port s'est concrétisé le 29 septembre dernier. Les ports fluviaux et maritimes des anciennes régions Nord-Pas de Calais et Picardie se sont engagés, ce jour là, à s'investir dans un groupement portuaire commun pour faire front face à la concurrence, à la manière d'un Haropa (ports de Paris Seine Normandie). « Plus de 600 000 EVP échappent à tous nos ports » y résumait **Stéphane Raison**. « C'est de l'emploi et de la valeur ajoutée qui manquent au territoire ». Dunkerque occupe, évidemment, une place de choix dans cette stratégie qui rassemble les ports de Calais-Boulogne, du Tréport, de Valenciennes, Béthune, les plateformes multimodales intérieures comme Delta 3 et tous les acteurs consulaires de la grande région Hauts-de-France. « Le Port de Dunkerque pourra proposer des solutions d'autant plus optimisées que l'ensemble des ports des Hauts-de-France l'aideront à optimiser la logistique des transporteurs mais aussi des grands donneurs d'ordres » témoignait de son côté **Philippe Enjolras**, réélu fin décembre à la présidence de la CCI de l'Oise. Tout l'enjeu est d'attirer les chargeurs habitués à utiliser les services des ports du Benelux. D'autres réunions vont suivre pour mieux coordonner ce travail en réseau, mais les premières étapes se sont avérées concluantes selon **Philippe Hourdain**, réélu à la présidence de la CCI de Région Hauts-de-France, qui a coordonné toute l'organisation du partenariat.

Cette stratégie unifiée ira-t-elle, demain, jusqu'au rapprochement des ports de la façade littorale nordiste (Boulogne-Calais, désormais port unique et le GPMD) ? Cette perspective déjà évoquée par le Président de Région, **Xavier Bertrand**,

qui, alors candidat, déclarait « souhaitable d'aller vers une entité unique avec une politique portuaire sur l'ensemble de la façade maritime ». It's a long way mais le chemin devient possible...

J. Blanchet

DES TRAFICS QUI RÉSISTENT

Les chiffres ne disent pas tout. Les résultats de trafic 2016 apparaissent en hausse modeste (+0,3%), ils traduisent des évolutions très contrastées selon les secteurs. Le GPMD a, ainsi, subi les conséquences de plusieurs éléments structurels et conjoncturels : arrêts techniques pour maintenance du haut-fourneau n°4 d'Arcelor Mittal, fermeture définitive de la Raffinerie de Dunkerque, ouverture retardée de l'exploitation du terminal méthanier, campagne céréalière désastreuse... Néanmoins, « les marchandises diverses ont bien résisté » témoigne le port, le tonnage affichant 20,3MT (-1%). Les vracs solides ont, eux, progressé à 1% et 22,1MT. Les flux vers la Lorraine ont permis de compenser la baisse de l'activité charbonnière (+6% à 5,4MT). Le record céréalière enregistré sur l'exercice 2015 (+32%) n'aura pu être réitéré en raison de la crise agricole, mais reste « de bon niveau » estime le port. Soit 2,8 MT (-8% par rapport à 2015) en année civile. Les flux des autres vracs solides comme le ciment, les sables ou le coke de pétrole ont augmenté de 9% à 2,4MT. Ces trafics devraient connaître une augmentation sensible en 2017 avec l'arrivée d'entreprises comme Ecophos (voir ci-dessus). La même tendance est attendue pour les vracs liquides (4,3 MT en 2016, +2%) avec la montée en puissance du terminal méthanier vers sa vitesse de croisière.



ÉNERGIES MARINES

Dunkerque : réduction de la zone proposée pour l'éolien

Les candidats au dialogue concurrentiel n° 1/2016, portant sur la construction et l'exploitation d'un projet de ferme éolienne de 250 à 750 MW au large de Dunkerque, ont jusqu'au 28 février à 14 h pour déposer leur dossier.

Ils savent maintenant à quoi s'en tenir sur la zone proposée au dialogue concurrentiel. Elle se compose d'un périmètre A de 68 km, au nord, le plus proche du dispositif de séparation des trafics (DST) et d'un périmètre B plus proche de la côte, au sud, de

55 km. Ces deux périmètres longent la frontière maritime franco-belge. L'ensemble est exigu. La zone A est prioritaire, la zone B une option.

L'État demande aux candidats des « solutions innovantes ». On le comprend. Si la zone est favorable à l'éolien posé, pour les conditions de vent comme de raccordement au réseau, l'industriel aura besoin d'espace pour rentabiliser une ferme de puissance suffisante, proche de 500 MW. De leur côté, les fileyeurs dunkerquois estiment

que cette ferme se situe au cœur de leur zone de pêche et signerait l'arrêt de mort du métier.

Quant au monde du shipping, les dockers en particulier, il est attentif aux accès au port de Dunkerque. Le préfet maritime souhaitait une distance au rail montant sud du DST d'au moins 5 milles. La proximité d'une centrale nucléaire, du sémaphore de Dunkerque et de deux sites Natura 2000 ajoute à la difficulté.

par Alain Simoneau



VP8 - Culture



CULTURE - ARRAS CULTURE

Napoléon veut avoir de l'écho

Si on n'associe pas spontanément Napoléon au château de Versailles, c'est pourtant là qu'est rassemblée la première collection au monde sur Napoléon. Il s'agit le plus souvent de tableaux monumentaux commandés par le premier consul ou l'empereur lui-même tout à la construction de sa légende. La 3^e exposition issue du partenariat Versailles à Arras noué par Daniel Percheron, alors président de Région, s'empare logiquement de ce thème. À partir d'octobre 2017, une centaine d'œuvres emblématiques des collections du château de Versailles seront présentées au musée des beaux-arts pendant une année.

On sait d'emblée que le public sera au rendez-vous dans la lignée des précédentes éditions de « Roulez Carrosses » et « Le château de Versailles en cent

chefs-d'œuvre ». La dimension supplémentaire donnée par la fascination créée par Napoléon laisse entrevoir un grand succès populaire.

Cette 3^e édition enregistre une nouveauté de taille. Ses promoteurs, le Conseil régional Hauts-de-France, l'établissement public de Versailles et la ville d'Arras, souhaitent que l'exposition essaime en d'autres lieux de la région sous d'autres formes. Un appel à projet est lancé pour tout lieu de la région, mobilisant toutes les disciplines culturelles et artistiques. À titre d'illustration les organisateurs citent expositions, pièces de théâtre, concerts, projections de film mais aussi conférences, reconstitutions historiques, aménagement d'un jardin, création d'un menu spécial Empereur ou d'une robe de l'impératrice...

Une manière de mobiliser la qualité, la richesse et la diversité des acteurs culturels locaux et de les fédérer autour d'une dynamique commune. Une possibilité aussi de permettre le questionnement au-delà de la thématique officielle de l'exposition. Chaque institution culturelle peut formuler sa proposition et les projets retenus feront partie de la programmation définitive établie au mois de mai. Un financement régional sera accessible sans qu'il soit possible à ce stade d'en définir le montant.

par Jean-Michel Stievenard

> Pour accéder au dossier de candidature : <http://www.regionhautsdefrance.fr/lancement-de-lappel-a-propositions-resonanceversailles/>





SAINT-OMER—LE MOULIN À CAFÉ - THÉÂTRE DE SAINT-OMER

Pour y « moudre de la culture »

Comme promis, la cérémonie des vœux a été l'occasion de dévoiler le nom du théâtre à l'italienne. Malgré la pluie et le vent, l'assistance a été invitée à sortir du chapiteau. Le nom s'est affiché sur les ruines après un compte à rebours. Ce sera finalement le Moulin à café - Théâtre de Saint-Omer. Pour mémoire, le jury avait retenu trois propositions : le Mathurin, les Trois abeilles et le Moulin à café, soumises au vote de la

population.

Vous avez été 526 à vous prononcer et 288 à préférer le Moulin à café. Mathurin n'a recueilli que 122 voix et les Trois abeilles 112. Pour François Decoster : « *Ce nom correspond à l'idée affective que les gens se font du théâtre. C'est par la forme même du bâtiment qu'une grande majorité le connaît. L'appeler le Moulin à café, c'est un peu le symbole malheureux*

d'une fermeture pendant 45 ans, mais c'est aussi une promesse d'avenir car nous allons pouvoir moudre de la culture à partir d'une substance qui viendra du monde entier. »

À noter que dans quelques semaines, le clocheton et son horloge à quatre faces seront réinstallés au-dessus du dôme du théâtre.

par F. B





BÂTIMENT

Un mécénat pour l'église

PRADELLES. Une convention a été signée entre la mairie et la Fondation du Patrimoine.

Il a logiquement été question de l'église Saint-Pierre Saint-Paul lors de la cérémonie des vœux à la population organisée dimanche 8 janvier. Les travaux de rénovation de l'édifice sont à l'ordre du jour depuis fin 2015. C'est à cette période qu'a été réalisé l'état des lieux. S'en est suivie la décision d'effectuer la première phase de travaux, à savoir la rénovation du clocher. Cette phase représente un investissement de 307478 euros hors taxes pour la commune. L'année 2016 a permis la réalisation d'un montage financier de l'opération. Il a fallu constituer des dossiers de demandes de subventions et «frapper à toutes les portes», comme le souligne Joël Fournier, le maire.

Plusieurs aides ont été obtenues: celle de la dotation d'équipement des territoires ruraux pour 69678euros, celle de la communauté de communes de Flandre intérieure (CCFI) grâce à un fonds de concours de 50000 euros, celle du Département via une subvention villages et bourgs d'un montant de 80300 euros et celle de Patrick Masclet, sénateur du Nord, grâce à une enveloppe parlementaire de 7100euros. Un accord de principe de la Région a aussi été obtenu pour un soutien financier. *«Il nous reste donc 30% du montant à financer sur fonds propres soit 92243 euros»,* explique le maire. *«Seule solution: lancer une souscription volontaire via la Fondation du Patrimoine.»*

Après constitution d'un dossier, la Fondation du Patrimoine a labellisé la rénovation de l'église de Pradelles. Dimanche, en présence de Daniel Leroux, délégué départemental, une convention de souscription a été lancée. «Elle nous permet de mobiliser le mécénat populaire et d'entreprise en faveur de notre église», souligne le maire. Depuis dimanche, particuliers et entreprises peuvent réaliser un don grâce au bon de souscription à retourner ou grâce au site internet de la Fondation du Patrimoine. Les dons réalisés sont déductibles des impôts.

Marie Jourdin



VP11 - Lycées



PROJET

Pas de lycée sur l'hoverport

LE PORTEL. Le futur lycée maritime ne sera pas construit à l'hoverport, mais plus sûrement au cœur de Capécure

Vendredi dernier, le président de la Région, Xavier Bertrand, a fait un crochet par Boulogne-sur-Mer. Pas pour inaugurer un nouveau bâtiment, ni même pour participer à une cérémonie de vœux, mais pour une séance de travail au sujet d'un projet d'envergure dont on parle maintenant depuis deux ans: celui du lycée maritime. Pour rafraîchir les mémoires, rappelons que l'actuel lycée maritime de Boulogne-Le Portel, situé à Henriville (Portel), vit ses dernières années. Trop vieux, trop vétuste, l'équipement n'est plus adapté aux normes actuelles. La nécessité de construire un nouveau lycée étant acté, se pose la question de son futur emplacement.

On le sait, c'est un sujet de discorde entre le maire du Portel et son homologue boulonnais. Le premier souhaite reconstruire l'établissement sur le site de l'ancien hoverport, pour le maintenir sur le territoire de sa commune. *«Il faut relancer cette zone. Des projets infaisables ont été présentés par le passé. Il est*

temps d'agir», nous confiait-il dernièrement. Le second rêve de l'intégrer dans le pôle universitaire de Capécure.

Aussi, quand Daniel Percheron avait tranché en faveur d'Olivier Barbarin en septembre 2015, le député-maire avait vu rouge. Mais depuis, la majorité régionale a changé. Et le dossier remis à plat...

Capécure tient la corde

Interrogé sur le sujet, Frédéric Cuvillier confirme tout d'abord que la Région *«va tenir ses engagements concernant le lycée maritime»*. Ce qui est déjà une bonne nouvelle. Concernant la localisation de celui-ci, l'élu affirme que *«si le futur lieu d'implantation du lycée n'est pas établi, il est en revanche acté qu'il ne se fera pas sur l'Hoverport»*. Voilà qui est clair.

On imagine que c'est désormais le site de Capécure stricto sensu qui tient la corde. Sans le confirmer, le maire de Boulogne argue que *«plus il y a de matière grise sur le port, mieux c'est.»*

Y aura-t-il un lot de consolation pour le site de l'hoverport ? Toujours est-il qu'il y aurait des projets dans les cartons. *«Il n'y aura pas de lycée mais le site sera valorisé»*, assure le député-maire.

Le bâtiment rasé ?

Comment ? En détruisant le bâtiment de l'hoverport dans un premier temps. Pour ce qui est du deuxième (temps), voici les propos d'Olivier Barbarin lors de la cérémonie des vœux du Portel : *« Nous préparons le dossier Plage et arrière-plage avec la communauté d'agglomération. Le nouveau Nausicaá doit, en tout cas nous l'espérons, attirer un million de visiteurs. Toutes les communes doivent en profiter. Il nous faut pouvoir faire une belle desserte pour valoriser les fronts de mer de notre littoral»*. Tout ceci est encore très nébuleux. On rappellera de surcroît que, loi littoral oblige, on ne peut pas faire n'importe quoi au niveau des bâtiments.

Stéphane DANGER





La chaudière sera réparée ce week-end (1/2)

Capricieux depuis bien des mois, le système de chauffage du lycée Pierre-Forest montrait de plus en plus de signes de faiblesse. Les températures en classe étaient quasi insupportables et dans les rangs du lycée, la grogne montait. La Région a enfin réagi.

LES FAITS

12 ° en classe,...

Ce vendredi 6 janvier, une centaine d'élèves occupait l'entrée du lycée Pierre-Forest. Comme certains de leurs camarades la veille, ils avaient décidé d'engager un mouvement de grève pour dénoncer une situation qui n'était plus tolérable. En effet, le système de chauffage, déjà très capricieux depuis plusieurs mois voire plusieurs années, montrait de plus en plus de signes de faiblesse. A tel point que dans les classes, impossible de quitter les manteaux, les bonnets et les gants, même pour travailler sur les ordinateurs. La température ambiante ne dépassait pas les 12 °. Pire, dans les ateliers, elle plafonnait à 5 °. Cette situation n'est pas nouvelle. Mais avec les températures extrêmement froides de ce début d'année, ça s'est empiré. « On en a ras-le-bol », lancent les élèves, qui quitte à avoir froid, préfèrent rester dehors pour mettre la pression sur le conseil régional et dans l'espoir de faire bouger les choses. Solidaires de leurs élèves,

les enseignants ne se sont pas joints au mouvement de grève mais certains songeaient toutefois à exercer leur droit de retrait.

POURQUOI ?

L'échangeur de chaleur est défectueux

A l'origine de ce problème, un échangeur de chaleur, obstrué par les boues et qui ne remplit plus pleinement sa fonction. Cependant, ce n'est pas nouveau. Le problème a été signalé à la Région par le proviseur, Christian Israël, en mai. « Pourquoi rien n'a été fait depuis ? », s'interrogent les élèves. Est-ce une question de budget ? Personne ne le dit ouvertement. En octobre, il a déjà été voté un budget de 2, 9 millions d'euros pour la mise en sécurité des bâtiments, des travaux urgents également. Difficile de faire plus sans doute. Mais face à cette situation alarmante, une nouvelle pièce, qui devrait coûter plusieurs dizaines de milliers d'euros, a enfin été commandée jeudi. Mais, pas de quoi apaiser le climat. « On nous dit qu'elle n'arrivera pas avant six

semaines », lançait Dylan Vitrant, un élève. « Dans cinq semaines, on a le bac blanc. On ne va tout de même pas le passer avec les manteaux sur le dos ! ». Au vu de la colère grandissante, la Région a alors sollicité une intervention urgente, dans un délai qui devait être ramené à une semaine. Et pour permettre aux élèves de reprendre les cours en attendant la réparation, une société est intervenue ce week-end, pour mettre en place un système de contournement de la pièce défectueuse et apporter une solution provisoire dans certaines classes.

EN ATTENDANT

Les températures remontent

Des relevés de températures ont même été réalisés et lundi, les élèves confirmaient que les températures avaient augmenté. La pièce défectueuse sera remplacée ce week-end. Chauffage éteint. En espérant que rien ne vienne enrayer la machine, car on annonce le retour du froid.





Que pensez- vous de cette situation ? (2/2)

Alexandre Valin Elève au lycée Pierre-Forest

Je pense que la région aurait dû changer la pièce bien avant que la situation en arrive à ce point. Car cela fait plusieurs années que cela dure et elle le savait depuis longtemps.

Dylan Vitrant Elève au lycée Pierre-Forest, représentant des élèves

Pour moi, ce problème de chauffage existe depuis un certain nombre d'années et je pense que l'ancienne équipe de la Région ne s'en est pas soucée énormément. La nouvelle équipe s'est ensuite penchée sur le problème mais beaucoup trop

tard car le proviseur les avait relancés en mai.

Jean-Baptiste Grégoire, 25 ans Maubeuge

Quand j'étais à l'université, il arrivait parfois que certaines salles soient très froides à cause des pannes de chauffage. Ce n'est pas agréable, il est difficile de se concentrer. Pour les ateliers c'est encore pire, écouter et noter c'est encore gérable mais être en condition pratique, devoir faire un travail manuel, c'est presque impossible voire parfois dangereux si cela implique l'utilisation d'outil ou de machinerie.

Mélie Damien 24 ans Feignies

Quand j'étais en formation sur Arras nous avons eu un problème de chauffage en plein mois de février. C'était infernal surtout en informatique, impossible de taper des lignes de codes sur un ordinateur avec la tremblote et des tonnes de couches de vêtements. Ça a duré trois jours mais le matin on hésitait à rester chez nous. Les cours ce n'est déjà pas une partie de plaisir mais si les conditions ne s'y prêtent pas c'est désagréable.





PROJET

Un golf grand public au lycée horticole (1/2)

ROSENDAËL. L'établissement a récupéré cinq hectares de terrains. Tous les feux sont désormais au vert.

La volonté ne date pas d'hier. Car rien de plus logique pour la seule école de France à proposer la formation de greenkeeper (intendant de parcours de golf) que de disposer de son propre terrain. Mais jusqu'à présent, c'est la place qui manquait. Alors les apprentis se faisaient la main ailleurs (golf de Dunkerque, Belgique, etc.). Une époque qui devrait bientôt être révolue. «*La parcelle qui était utilisée temporairement par l'entreprise Nave nous a été restituée*», informe Matthieu Prévost, directeur adjoint du lycée horticole.

Terrain + volonté = projet. Celui-ci va être présenté aux

partenaires lors du prochain conseil d'administration de l'établissement, fin février - début mars. «*On propose, mais on n'est pas en mesure de financer.*» Les responsables vont donc devoir compter sur l'oreille attentive des partenaires, Conseil régional et Fédération française de golf en tête.

Pour néophytes et scolaires

Cette dernière ne devrait pas être trop difficile à convaincre puisqu'elle compte s'appuyer sur l'organisation de la Ryder Cup (tournoi historique opposant une équipe de golfeurs américains à une sélection de golfeurs européens) en 2018 pour booster son nombre de licenciés. Et le

golf du lycée dunkerquois a été coché dans la liste des priorités.

Car il ne s'agira pas que de l'entretenir, mais aussi d'y jouer! «*Il pourrait être composé d'un practice (zone profonde permettant de s'exercer au tir lointain, ndlr) et d'un parcours de six à neuf trous, estime Matthieu Prévost. Ça pourrait être l'occasion de tirer quelques balles sur la pause du midi ou de découvrir le golf, que ce soit pour les néophytes ou dans un cadre scolaire.*» La volonté affichée étant d'être complémentaire du golf de Dunkerque.

Baptiste Lamps





QUESTION A...

Olivier Grélin Responsable de la formation (2/2)

«Une alternance entre cours et pratique»

De quelle manière percevez-vous l'arrivée d'un golf au lycée? C'est un plus. Depuis 30ans, cette formation existe et avoir ce support est quelque chose d'intéressant, plutôt que d'aller sur le golf de Dunkerque. L'opération pourra être menée directement sur place. Ce n'est pas indispensable, mais c'est un plus appréciable pour avoir une alternance entre cours et pratique.

Cela peut-il changer la donne à l'heure de la

sortie d'école? Ça fait partie des facilités et ça joue en termes de communication et d'excellence de la formation. Il y a toujours des choses qui sortent sur le marché et les sociétés sont en recherche de golfs-pilotes.

Et à l'entrée? Vous pensez pouvoir ratisser plus large? En termes de visibilité, on recrute au niveau national (Dunkerque est seul sur le créneau des intendants de terrain et seuls six centres dispensent la

formation de jardinier, ndlr). Notre réputation est déjà excellente et on envoie nos stagiaires aux États-Unis, au Maroc ou en Australie.

Cette fois-ci, le projet vous semble sur de bons rails? Ça fait 20ans que j'en entends parler. Je suis donc d'un optimisme pragmatique. Mais on a un projet lisible et novateur.



**VP12 - Rénovation urbaine,
logement, innovation
numérique...**



Un lieu entièrement dédié à la création numérique (1/2)

VALENCIENNES. Inaugurée au bord de l'Escaut en avril 2015, la Serre Numérique est un petit paradis pour jeunes entrepreneurs, étudiants et chercheurs exerçant dans le monde de la création numérique et des métiers de l'image.

Chaque semaine, pendant 10 semaines, nous faisons escale dans un territoire des Hauts-de-France pour découvrir une réalisation importante pour la vie des gens dans laquelle le concours de l'Europe a été décisif. Au-delà des discours, l'Europe c'est aussi du concret.

C'est sur les anciennes friches industrielles de l'entreprise Vallourec, sur un site de 26 hectares à cheval entre les communes de Valenciennes et d'Anzin, que nous retrouvons la Serre Numérique. D'abord marquante par son esthétique, cette grande verrière ultra-contemporaine - élaborée par le cabinet hollandais OIII architecten et inaugurée au printemps 2015 - renferme un espace de 17 000 m² entièrement dédié à la création numérique, ainsi qu'aux métiers de l'image.

. UN « ÉCOSYSTÈME » DE COPRODUCTION

L'ensemble est conçu tel un Hub USB géant. En effet, autour de l'ilot central viennent s'articuler - ou se « plugger » - neuf ailes périphériques occupées par des écoles, des start-up ainsi que des laboratoires. Autrement dit, la Serre Numérique rappelle

irréremédiablement la notion de « monde connecté », y compris dans sa conception. A l'intérieur, on retrouve donc les trois écoles d'excellence internationale en création numérique du groupe Rubika (ISD Rubika, Supinfocom Rubika et Supinfogame Rubika), un espace pour entreprises de 3000 m² faisant office de pépinière, centre de recherche appliquée et de transfert de technologies de pointe, ainsi que des espaces de travail. L'ensemble est perçu comme un « écosystème » dédié à la coproduction.

Au sujet de la Serre Numérique, on évoque aussi l'idée d'un concept de « fertilisation croisée ». Autrement dit, un lieu « favorisant les échanges entre les créatifs de tous horizons : dirigeants, enseignants, porteurs de projets, étudiants, chercheurs et artistes. » Ainsi, les échanges entre les différentes start-up sont très réguliers. Les uns travaillant souvent pour les autres... La Serre numérique dispose aussi d'équipements techniques de pointe : un amphithéâtre de 450 places, un auditorium de 150 places, un espace composé d'une salle de réalité virtuelle et de « motion capture » (Capture de

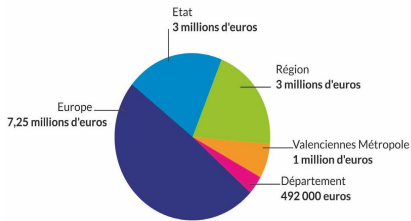
mouvements), des laboratoires dédiés à l'interactivité ou encore à l'analyse du comportement des utilisateurs, un « learning center » (centre d'apprentissage), un fablab, ou encore un studio.

. 2000 EMPLOIS D'ICI DIX ANS

C'est à la Chambre du commerce et de l'industrie (CCI) du Grand Hainaut que le territoire valenciennois doit cette création ayant nécessité un investissement total de 40 millions d'euros. Celle-ci a bénéficié de l'aide de l'Etat, de Valenciennes Métropole, de la Région, du Département et de l'Europe - via le Fonds européen de développement économique et régional - à hauteur de 7,25 millions d'euros. A terme, la CCI du Grand Hainaut prévoit la création de 2000 emplois d'ici dix ans à travers cette Serre Numérique, via l'implantation des entreprises de la pépinière et des TPE (très petites entreprises de moins de 19 salariés). Actuellement, la Serre Numérique accueille une vingtaine d'entreprises et 70 salariés, que de nombreux créateurs et ingénieurs de la région ambitionnent de rejoindre.



Le financement



Financement de la Serre Numérique
Coût total : 40 millions d'euros.

1 500 étudiants

Si elle a pour vocation de devenir un cluster international dédié au numérique, la Serre Numérique accueille aussi - tous les jours - près de 1500 étudiants répartis

dans les trois entités du groupe Rubika ((ISD Rubika, Supinfocom Rubika et Supinfogame Rubika).

A travers sa conception, la Serre Numérique rappelle constamment la notion de monde connecté.

par Marc-Antoine Barreau





Hugo et les Etats-Unis d'Europe (2/2)

Au congrès de la paix Victor Hugo prononce un discours prémonitoire. « Un jour viendra où vous France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes nations du continent, sans perdre vos qualité distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondez étroitement dans une unité supérieure et vous constituerez la fraternité européenne... Un jour viendra où les boulets et les bombes seront remplacés par les votes, le suffrage universel des peuples, par le vénérable arbitrage d'un grand sénat souverain qui sera à l'Europe ce que le parlement est à l'Angleterre, la diète est à l'Allemagne, l'Assemblée législative est à la France... ». Le seul salut clame Hugo : la paix grâce aux échanges des biens, des idées et des arts.





DAVID SIMPLOT-RYL,

Directeur de l'INRIA Lille Nord-Europe

«LE TISSU RÉGIONAL À HAUTE VALEUR AJOUTÉE TECHNOLOGIQUE N'EST PAS SUFFISAMMENT DENSE ! »

© INRIA

Directeur de l'INRIA (Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique) Lille Nord Europe (basé à Villeneuve d'Ascq) depuis 2011, David SIMPLOT-RYL quittera son poste en mars.

Alors que le centre fêtera, ses quinze ans en 2018 et entame une nouvelle feuille de route, il mesure le chemin parcouru.

Tant dans la candidature French Tech ou pour celle de l'IDEX, l'INRIA a joué un rôle d'ensemblier...

Nous prenons notre part dans l'effort de guerre, comme on dit ! La stratégie de développement territoriale d'INRIA est d'avoir des centres en région, avec une forte implantation territoriale. Le directeur nommé a les capacités de mener de front des projets comme ceux-là. Sur la French Tech, nous ne pouvions pas rester inactif puisque cela incarne ce que l'on pense et ce que nous sommes : il faut que l'on crée plus de start-ups et le numérique est un vecteur de création d'emplois important. Nous aurons aussi des partenariats de recherche fructueux grâce à cela. La French Tech vise aussi à développer nos futurs partenaires en les alimentant. Même chose pour l'IDEX qui vise à identifier 10 à 12 campus universitaires français à fort potentiel international. Nous, INRIA, avons signé avec la Région un partenariat qui comprend un volet attractivité pour attirer des stars internationales

sur Lille. Avoir le label IDEX contribue à cette activité. Nous avons l'intensité scientifique nécessaire et, maintenant, nous avons le projet.

« Il faut que l'on crée plus de start-ups et le numérique est un vecteur de création d'emplois important. Nous aurons aussi des partenariats de recherche fructueux grâce à cela. La French Tech vise aussi à développer nos futurs partenaires en les alimentant. »

Votre rôle a été renforcé, entre les deux derniers dossiers de candidature IDEX ?

Xavier Vandendriessche (président de l'Université de Lille Droit et Santé, chef de file du projet, avant de céder la place à **Fabienne Blaise**, ndlr) m'avait demandé, il y a quelque temps, de prendre en charge les relations avec les entreprises. Le fait que je siège auprès d'un certain nombre de pôles de compétitivité, que je sois dans la French Tech, a fait que j'ai été désigné. Nous avons réalisé un grand travail de cartographie avec les universités et les organismes de recherche pour savoir quels seraient nos partenariats importants: Nous sommes, ensuite, allé voir les pôles de compétitivité pour connaître les meilleurs outils capables de développer des partenariats entre la recherche académique et les entreprises. Pour nous, les pôles de compétitivité s'inscrivent dans cette relation. Leur but, c'est bien d'intensifier la bande passante entre la recherche académique et les entreprises en créant des écosystèmes. Nous avons revu notre première copie, les pôles de compétitivité et les sites

d'excellence ont été mis dans la boucle pour connaître leurs points de vue. Ce sont eux qui sont allés chercher les 190 entreprises qui nous soutiennent.

Comment les sujets et champs d'action de l'INRIA Lille Nord Europe ont-ils évolué dans la dernière feuille de route ? L'Internet des objets (IOT) est toujours un sujet majeur ?

Nous avons quatre grands sujets : l'axe Internet des objets se poursuit. Presque un quart de nos équipes de recherche travaillent sur le sujet, mais il ne s'est pas énormément développé. En termes de recrutements, nous en avons eu bien sûr, mais pas de manière si significative que pour le Machine Learning (l'apprentissage automatique)... un domaine pour lequel nous travaillons beaucoup avec les grands groupes de la distribution. Nous maintenons, également, des équipes sur le génie logiciel (ingénierie rattachée au développement d'un logiciel informatique) qu'il faudra probablement encore développer, et notamment dans le cloud. Nous n'avons pas encore de contrat avec OVH, mais nous ne perdons pas espoir ! Nous avons, par ailleurs, une thématique autour de la simulation médicale, qui a abouti à la création d'une start-up, Insimo, à Strasbourg. Les interactions Homme-Machine auront également constitué un domaine de recherche important, notamment auprès d'entreprises de la Plaine Images. Nous arrivons, à chaque fois, à faire un lien entre ces thématiques et les territoires sur lesquels nous sommes.

« Nous avons des chercheurs au meilleur niveau international, personne ne sait mieux répondre qu'eux à des questions extrêmement pointues. La plate-forme de transfert technologique INRIATech a augmenté notre capacité à répondre aux besoins des entreprises »

Quels constats en tirez-vous pour l'élaboration des stratégies futures du centre ?

Le plan stratégique à venir est encore en discussions. Nous devons continuer de travailler à la montée en gamme des entreprises locales en technologies numériques. Nous avons aujourd'hui quelques partenaires à haute valeur ajoutée technologique, et pour lesquels nous pouvons apporter quelque chose, mais le tissu n'est pas suffisamment dense. La French Tech y contribue. Nous avons des chercheurs au meilleur niveau international, personne ne sait mieux répondre qu'eux à des questions

extrêmement pointues. La plate-forme de transfert technologique INRIATech (installée dans un deuxième bâtiment de 8000m² attenant au bâtiment central) a augmenté notre capacité à répondre aux besoins des entreprises (elle a été lancée en 2015 à Lille pour accélérer le transfert de la recherche vers les entreprises, ndlr). Une quinzaine d'ingénieurs y sont rattachés. Pour aller plus loin, il faut que nous ayons une montée en gamme des entreprises sur les technologies numériques.

Les demandes des entreprises suivent-elles ?

Nous sommes sur-sollicités. De tout temps, nous avons plus de demandes que ce que nous étions capables de servir. En global, nous avons signé des contrats pour 1,2M de retombées financières en 2015. Nous serons autour du million pour l'année 2016. Même avec INRIATech, c'est encore le cas. C'est pourquoi nous allons continuer à faire grandir cette plateforme. Celle-ci s'est lancée en avril 2015 autour de cinq personnes. Nous en avons recruté cinq autres six mois plus tard, et aujourd'hui ils sont quatorze. Une montée en charge a été discutée avec nos financeurs (le Conseil Régional des Hauts-de-France et la Métropole Européenne de Lille, ndlr). Nous sommes actuellement en train d'ajuster notre manière de fonctionner et de mieux répondre aux entreprises. Le but est d'atteindre une trentaine de personnes d'ici 2025 et que, d'ici cinq ans, la plateforme soit autonome pour faire disparaître les subventions.

Le fonctionnement de l'INRIA nordiste est assuré ?

Notre budget évolue entre 10 et 12M€ par an. 75% de nos ressources proviennent de la subvention pour charges de service public (SCSP) distribuée par l'État. Les 25% restants sont des ressources propres. Nous avons connu une forte croissance de nos ressources propres ces dernières années. Le but n'est pas d'aller au-delà, nous allons maintenir ce niveau, et le budget du centre continue à croître grâce à cela.

Mi-2016, vous avez signé un accord-cadre avec l'Institut Pasteur de Lille pour développer la bioinformatique. Pourquoi ce partenariat ?

Cela fait tout juste dix ans que les questions du numérique pour la santé sont apparues pour la première fois dans notre feuille de route. Au terme d'un plan stratégique, nous avons constaté que 25% des activités de l'INRIA étaient liées à la santé. A Lille, nous avons une équipe projets uniquement dédiée à la bioinformatique, commune avec l'Université de Lille. Une autre équipe, plutôt axée sur le Big data, est commune avec Lille 2, donc la santé. On y travaille davantage sur les biostatistiques. Ces deux équipes sont très impliquées dans la collaboration avec Pasteur Lille.

On s'est rendu compte qu'il y avait beaucoup de sujets transverses. Nos équipes développent des technologies numériques qui peuvent être utilisées par la santé. Nos robots peuvent être utilisés pour des opérations, des prothèses. Nos chercheurs, dans le flux des données, l'apprentissage automatique ont des applications sur la santé. Ce partenariat doit permettre de faire la mise en relation. Nous avons prévu d'animer des colloques, ensemble, pour faire émerger de nouveaux projets. Ce chantier devrait évidemment figurer dans la future feuille de route du centre. A charge, ensuite, à mon successeur de travailler à ce que le centre de Lille contribue à cette stratégie en déterminant les priorités. La place du CHR de Lille en Europe, le partenariat avec l'Institut Pasteur de Lille, nous font aller naturellement de plus en plus vers ce genre de sujets.

« Alors que le centre de Lille ne représente que 6% des activités de l'INRIA en France et dans le monde, nous concentrons, dans la capitale des Flandres, 17% des moyens de l'Institut. »

Depuis votre arrivée en juin 2011, quelle contribution vous a le plus marqué ?

Le travail collaboratif, c'est ce qui restera. Du côté des collectivités territoriales, des partenaires académiques. Sans le CNRS, l'Université de Lille, sans l'École Centrale, on ne travaillerait pas aussi bien. Nous avons la volonté de réussir ensemble, ce qui nous a permis de construire un centre qui a aujourd'hui une forte attractivité. Nous avons fêté le recrutement du cinquantième chercheur INRIA en octobre dernier. J'ai eu la chance de recruter 20 chercheurs pendant mon mandat, dont 5 directeurs de recherche. Alors que le centre de Lille ne représente que 6% des activités de l'INRIA en France et dans le monde, nous concentrons, dans la capitale des Flandres, 17% des moyens de l'Institut. Développer le centre de Lille est une priorité nationale. Il y a quinze ans, l'INRIA Nord Europe est né avec la conviction que pouvait se développer un pôle d'excellence scientifique du numérique à Lille. Aujourd'hui, la preuve a été faite que c'était possible.

Propos recueillis par
Jonathan Blanchet

VP13 - Jeunesse et sports



L'IN-FAUX DE LA SEMAINE

La finales du Mondial de handball à Liévin!

Énorme nouvelle pour le stade couvert de Liévin, qui doit rouvrir en avril prochain selon Laurent Duporge. En réalité, un appel d'offres exceptionnel a été publié pour accélérer les travaux de renforcement de la charpente qui ont conduit à la fermeture du temple liévinois du sport et de la

culture ces derniers mois. Avec le concours d'une centaine d'ouvriers du BTP et des meilleurs spécialistes, les travaux devraient être terminés pour fin janvier. Et pour cause: des négociations secrètes menées entre le Conseil régional, la CALL et la Fédération Française

de Handball ont permis de déboucher sur ce beau cadeau pour Liévin: la finale du Mondial de handball, qui se tient actuellement chez nous. Il se dit d'ailleurs qu'il y aurait à Paris-Bercy, censé accueillir la finale au départ, des problèmes de toiture...



Politique régionale



XAVIER BERTRAND FAIT LE BILAN (1/2)

« Je respecterai mes promesses »

Un an après son élection à la présidence du Conseil Régional Hauts-de-France, Xavier Bertrand revient sur l'année passée et expose sa vision d'avenir.

L'Observateur : Atteindre 50 000 apprentis dans la Région, est-ce vraiment réaliste ?

Xavier Bertrand : J'en rêve ! Une chose est sûre, nous allons continuer à mettre le paquet sur l'apprentissage. C'est la meilleure façon pour les entreprises de trouver du personnel qualifié et la meilleure voie pour les jeunes de trouver un emploi. Nous levons les freins en augmentant les aides directes et en reprenant l'apprenti en cas de problème.

Quelles autres décisions comptez-vous prendre pour augmenter le nombre d'apprentis ?

Il y a des progrès à faire dans les structures de formation des jeunes. Il faut rénover les CFA et créer des lieux d'hébergement. Nous devons établir des solutions globales et des priorités. Il n'est plus question de dépenser 54 millions d'euros pour un CFA comme à Lille récemment. Enfin, il faut changer l'image de l'apprentissage auprès des parents, de l'éducation nationale

et des entreprises.

Quelles mesures allez-vous prendre en faveur de l'artisanat ?

Il faut mieux accompagner les entrepreneurs en créant un fonds d'aide pour les apprentis qui veulent créer leur affaire. Il faut aider la transmission des affaires et favoriser la modernisation des commerces, même modestes, comme les camions pour se rendre ... sur les marchés. Je compte enfin développer les labels.

Sans la grande région, il n'y aurait pas de Canal Seine Nord

Etes-vous satisfait des résultats du dispositif Proch'Emploi ?

C'est utile. 3 000 personnes ont trouvé une formation et un emploi grâce à ce dispositif. Nous sommes passés à la vitesse supérieure en mettant en ligne sur internet les offres d'emploi via Facebook. Mais je sais que pour faire baisser le chômage il faut plus d'entreprises et lever les freins.

L'industrie a-t-elle toujours un

avenir dans la Région ?

Oui bien sûr. On aura toujours besoin de trains et de voitures pour se déplacer. Je peux aider les investisseurs à venir chez nous en mettant plus d'argent dans la formation et l'innovation même si nous sommes toujours trop pénalisés par le poids de la fiscalité locale. Je suis en concurrence avec des villes de l'est et de l'ouest. Il n'y a aucune fatalité à ce que notre région souffre du plus important taux de chômage de France. A moi de bouger, d'être un VRP et l'architecte de l'industrie de demain.

Vous parlez d'un airbus du ferroviaire dans le Valenciennois, qu'entendez-vous par cette expression ? Les industriels doivent mieux

travailler ensemble pour constituer une vraie filière ferroviaire. Ils doivent chercher ensemble des marchés à l'international. Pour cela, Bombardier et Alstom n'ont pas le droit de se faire concurrence.

Pour les entreprises en diffi-



culté, quel rôle pouvez-vous jouer ?

Pour Pentair à Ham, l'usine devait fermer. Il y a désormais des investissements et des projets. Mais je ne peux pas sauver les entreprises à chaque fois car il faut trouver un repreneur. On ne gagne pas toujours mais on se doit de se battre sur chaque dossier. **Pourquoi comptez-vous**

mettre en place une aide à la garde d'enfant ? C'est du pouvoir d'achat pour ceux

qui travaillent et qui ont du mal à s'en sortir. La politique est très forte pour faire des discours sur la valeur travail mais elle est absente vis à vis de ceux qui travaillent.

Quand vous avez été élu, avez-vous eu des surprises dans la réalité financière de la Région ?

Oui mais il ne faut pas compter sur moi pour pleurer. Je suis un grand garçon et je ne vais pas me plaindre. Je ne cherche pas d'excuses. Il est vrai qu'entre octobre et novembre 2015, 1,6 milliard d'euros de dépenses ont été engagées. Je suis obligé d'honorer ces factures. Avec nos mesures, en fin de mandat nous n'aurons plus que 9 à 10 ans pour nous désendetter. La situation

financière est désormais sous contrôle.

Vous allez pouvoir respecter vos engagements de campagne ?

Oui, on va investir. Je respecterai mes promesses de campagne. Je ne suis pas devenu amnésique. Nous aiderons les communes et les entreprises.

Quelles économies avez-vous pu réaliser ?

Nous avons vendu un bâtiment lillois et une centaine de véhicules. C'est pareil pour le Carré de la République à Amiens. Je suis devenu « radin ». Il n'y a pas un seul recrutement sans mon accord. C'est ma responsabilité politique. Elle ne se délègue pas, elle ne se partage pas.

Etes-vous toujours de droite ?

J'applique mon projet et pas celui des autres. Il n'y a aucune cogestion avec la gauche. Je prends les solutions qui viennent de tous les bords politiques même celles des socialistes. J'ai établi un dialogue républicain avec les élus socialistes et communistes. Je suis gaulliste, gaulliste social pour certains. Quand je négocie avec le gouvernement, je ne deviens pas socialiste pour autant. Je sais où

j'habite et je sais qui je suis.

Marine Le Pen veut effacer les régions. En quoi la Région Hauts-de-France est utile pour les habitants ?

Sans la grande région Hauts-de-France, il n'y aurait pas de Canal Seine Nord. Je serais incapable de faire le chèque supplémentaire pour obtenir le canal. Je serais également incapable de comprendre et de mettre en oeuvre la rénovation de la RN2 pour développer l'Avesnois. Sans la grande région Hauts-de-France, il aurait été impossible de former 43 000 personnes en plus cette année grâce à l'argent de l'Etat. A la tête d'une région de 6 millions de personnes, je peux obtenir des résultats.

A portée d'engueulade

Vous organisez des réunions publiques. A quoi sert ce contact direct avec les habitants ? A sentir les choses, c'est un baromètre. Je suis comme un maire de la grande région qui a une vision globale mais qui doit rester concret. J'aime être interpellé par les habitants, être à portée d'engueulade.

**par Laurent Goudet
et Loic De Kerraoul**





HAUTS-DE-FRANCE

Il assume son bras de fer avec la SNCF (2/2)

Au contraire. Nous n'en avons pas pour notre argent et les usagers non plus. J'en veux surtout à l'Etat. Les responsables politiques devraient prendre les trains pour voir dans quelles

conditions on est transporté. Et là je peux vous garantir que cela bougerait plus ! Il n'y aura pas de miracle à court terme. Mais nous allons prendre en charge les trains intercités Paris-Amiens-

Boulogne et Paris-Saint Quentin-Maubeuge-Cambrai dès 2019 pour les sauver. Les usagers sentent que cela bouge mais je ne peux pas aller plus vite.



2017 : RENDEZ-VOUS DES NOUVEAUX TERRITOIRES EN ÉMERGENCE

Ce début d'année 2017 marque une étape importante dans l'organisation des territoires politiques de la nouvelle région des Hauts de France. Nous sommes, en effet, à mi-mandat des municipales de 2014 d'où est parti le plus important bouleversement politique qu'ait connu la région sous la Vème République. Les élus vont-ils pouvoir tenir leurs promesses en 2020 ? Qui a les bonnes cartes en mains ? Tour d'horizon régional.

Longtemps, les équipes municipales en place ont habillé, avec plus ou moins de talent et d'efficacité, les chantiers réalisés pour mieux faire oublier ceux non tenus. Les temps ont changé. Chaque citoyen est devenu un informateur-imprécauteur en puissance avec la redoutable arme des réseaux sociaux dont on voit l'impact dans ces Présidentielles. Mieux vaut donc tenir que promettre. Et avoir les moyens de ses engagements à défaut de ses ambitions. **Xavier Bertrand** l'a bien compris. Finies les promesses à l'emporte-pièce de 60 000 emplois créés en 9 mois. Désormais, le discours est au « un pas après l'autre ». Le Conseil Régional a échappé au dépôt de bilan, l'heure est aux économies et à l'efficacité. Et l'efficacité au fonctionnement en réseau.

Dans ce nouveau contexte, les patrons des grands territoires disposent de plus ou moins d'atouts. **Natacha Bouchart**, présidente de Cap Calais, maire de Calais et vice-présidente de Région, est, ainsi, devenue le poids lourd politique du littoral. Rien ne se décide, peu ou prou, sur la façade maritime sans elle. Finie l'hégémonie dunkerquoise de l'ère **Michel Delebarre**, président du SMCO. Calais Port 2015, la gestion des ports de Boulogne et Calais, passée sous compétence régionale commune, Calais retrouve l'aura des années 60-70 quand Boulogne s'enfonçait dans un environnement économique compliqué après avoir perdu l'efficace soutien politique et économique apporté par **Daniel Percheron** cette dernière décennie.

Deuxième poids lourd régional, le grand Amiens et ses 115 000 habitants, va peut-être plus bénéficier de cette position dans les Hauts de France que de son ex-statut de capitale régionale de Picardie. **Brigitte Fouré**, sa maire en charge de l'administration générale de la Région et **Alain Gest**, le président d'Amiens Métropole ont pris le mors aux dents et accélèrent la mutation high tech de l'agglomération. Dans le cœur de région, **Philippe Rapeneau**, président de la communauté urbaine d'Arras et vice-président de Région continue avec **Frédéric Leturque**, le maire d'Arras, de conforter le pôle logis-

tique de l'Artois en étroite coopération avec **Christian Poiret**, patron de la CA Douaisis et premier VP du Nord. **Valérie Létard** a cédé la présidence de Valencienne Métropole à **Laurent Degallaix** mais, 1ère VP en charge du Contrat de Plan et de l'aménagement du territoire, elle garde un œil très attentif sur tous les dossiers de son ex-territoire. Comme **François Decoster**, président de la CASO et VP de région en charge de la Culture, a trouvé dans une coopération « efficace » avec sa grande voisine - 100 000 habitants - de la CCFI (Flandre Intérieure) présidée par **Jean-Pierre Bataille**, le moyen de remettre l'Audomarois en bonne position sur les radars régionaux.

D'autres territoires ont trouvé un nouveau levier d'action comme les intercommunalités d'Artois-Comm, Lens-Liévin et Hénin-Carvin objets d'une « attention spécifique » du département du Pas-de-Calais et son président **Michel Dagbert**, au sein d'un Pôle métropolitain « à gauche » enfin décidé à partager les coûts d'un réseau de transport, d'une politique de gestion des déchets, d'une agence d'urbanisme et d'une politique culturelle... communes. La MEL (métropole européenne de Lille) vient, elle, de procéder à la redistribution de nouvelles compétences (routes...) avec le département du Nord et rebattre les cartes de sa coopération transfrontalière avec les intercommunalités flamandes et wallonnes voisines. Il reste à **Damien Castelain** à imposer sa capitale des Hauts de France. Ce n'est pas gagné auprès de Laon, Compiègne, Creil, Beauvais soumis à l'attractivité champenoise ou parisienne, grandissante.

D'autres territoires semblent devoir composer avec leur seule dynamique interne ou se cherchent des coopérations pertinentes : la CUD à Dunkerque, Maubeuge et le Val de Sambre, la Thiérache, Cambrai et Saint-Quentin, le Montreuillois avec Val de Somme et d'Authie... 2017 confirmera, ou non, cette nouvelle carte des territoires en émergence. Pour les autres, il faudra attendre 2023...

Jean-Claude BRANQUART



RETROUVER UNE SANTÉ FINANCIÈRE

Priorité à la ruralité

AISNE. Le président du Département demande un peu de patience. Les politiques n'ont pas encore produit leurs fruits. D'autres réformes vont bousculer le fonctionnement des collectivités. Le président passe à la vitesse supérieure au risque d'attirer les foudres.

Pragmatique et homme de dialogue, Nicolas Fricoteaux, n'est pas passé par quatre chemins pour expliquer la situation financière de l'Aisne. Le Département continue d'investir malgré les coups de rabot de l'Etat. Les efforts vont finir par payer mais cela ne sera pas cette année. L'Aisne va devoir sortir un budget avec 9 millions d'euros d'aides de l'Etat en moins et des dépenses sociales toujours en hausse.

. ASSAINIR ET INVESTIR

2017 sera l'année de la patience. C'est promis, 2018 devrait voir les premiers effets des politiques prises par la majorité et contribuer ainsi à redonner une marge de manoeuvre. Pour commencer, le Département a du sécuriser sa dette en se débarrassant des fameux emprunts toxiques. « *Un de ces emprunts a atteint le taux de 41 % d'intérêts en 2016* ». Si un consensus a été trouvé, l'Aisne y a laissé des plumes. De l'ordre de 60 millions d'euros en guise d'indemnités de remboursement anticipé.

. LA ROUTE, LES SECOURS, LES TRAVAUX

Ensuite, Nicolas Fricoteaux veut s'attaquer à des institutions départementales. Le financement du service départemental d'incendie et de secours sera cette année sur la table des négociations. Le but est de mieux répartir la charge financière entre les collectivités en tenant compte du potentiel fiscal des communes et de l'utilisation du service. Les besoins ne sont pas les mêmes à Saint-Quentin et à Vervins.

Le Fonds Départemental de Solidarité (FDS), celui alimentant la réfection des routes, va être revu. Parce qu'il génère des écarts excessifs entre les aides obtenues et les cotisations, le FDS sera, en partie, alimenté par les intercommunalités. De plus, certains mécanismes vont changer. Rien n'est encore acté car il faut encore convaincre les élus et les communautés de communes. Pour Nicolas Fricoteaux : « *le dialogue est bon* ». Le CDDL, raccourci barbare pour Contrat Départemental de Développement Local, celui par

qui votre commune réalise une nouvelle salle des fêtes va être modifié également. Les investissements indispensables, surtout dans les communes rurales, seront prioritaires.

. 85 MILLIONS D'EUROS D'INVESTISSEMENT

Malgré l'obligation de faire des économies, le Département s'efforce de maintenir des investissements. Des projets comme la rénovation du Familistère à Guise continuent d'être cofinancés par le Département. Le futur centre des archives et la bibliothèque départementale, initiés par la précédente majorité, se réaliseront même si le coût est de 20 millions d'euros.

. UNE AIDE POUR L'ÉLEVAGE

Les investissements passent aussi par des coups de pouce à l'économie départementale en particulier envers les agriculteurs. Un plan de 300 000 euros va permettre aux éleveurs d'optimiser les exploitations. Parce que les petits ruisseaux font parfois des grandes rivières,



le Département est en train de promouvoir auprès des Axonais les circuits courts y compris dans les assiettes des collégiens. Manger local, c'est aussi faire vivre l'emploi local. Un dispositif de soutien à la diversification sera prochainement présenté.

par Delphine Houdan

Les transports scolaires devraient rester gratuits

La loi NOTRe prévoit de transférer la gestion, et donc la charge des transports scolaires, des Départements à la Région. Celle-ci a la possibilité de prendre ou, au contraire, de

maintenir cette « compétence » (comprenez ce service) au niveau des Départements. Cette semaine, Xavier Bertrand, président de la Région Hauts-de-France, nous confirmait récupérer les transports scolaires normalement à partir de septembre prochain, et il nous a précisé, sans aucune menace sur les emplois, sans changement sur les services rendus et avec une gratuité maintenue. Les transports scolaires concernent 450 emplois. Par ailleurs, le Département a du stopper l'aide aux frais de cantines pour les écoles primaires. Pour éviter de mettre certaines familles dans la panade, une bouffée d'oxygène via un système complexe a été trouvée pour deux ans. Les sorties scolaires sont maintenues

encore aussi pour deux ans. Après 2018, c'est encore l'inconnu.

Le premier a être fibré

15 000 foyers, essentiellement ruraux, bénéficient depuis le mois de décembre de la fibre optique. Une vraie révolution engagée par le Département et les collectivités, conscients du besoin urgent et vital notamment pour les entreprises. L'Aisne va probablement être un des premiers départements à bénéficier de l'arrivée du fournisseur d'accès Free dès cette année et cela en plus de Bouygues Télécom et d'Orange.





CUA. VŒUX

Le moteur de la CUA tourne à plein régime

La Communauté urbaine d'Arras, qui compte 46 communes désormais, veut continuer sur sa lancée. Alimenter ce « *moteur* », véritable leitmotiv de Philippe Rapeneau. Le président de la CUA a fixé 3 axes primordiaux pour 2017.

L'emploi « **Continuer à aménager nos zones d'activité, à préparer leur agrandissement.** » A ce titre, 2016 a permis de dessiner les contours de cet objectif prioritaire. Avec 500 millions d'euros d'investissement dédiés au développement économique sur le territoire. « *Et la promesse de créer 500 emplois* » au LFB sur la zone d'Actiparc. Le président de la CUA évoque aussi les 700 emplois à Orchestra. « *On n'oublie pas la nouvelle zone de Thé-lus, ajoute Philippe*

Rapeneau, avec 5 implantations d'entreprise en cours. » Preuve d'un « *attrait économique* » qui « *fait parler en Région* ».

Le logement

Après les 270 logements aidés en 2016, Philippe Rapeneau en annonce « *300* » en 2017. Philippe Rapeneau évoque « *les rénovations thermique des logements, avec près de 130 dossiers en 2016* ». Il n'hésite pas à mettre en avant la « *solidarité intercommunales sur les questions d'attribution* », à souligner « *l'ambition programme local de l'habitat* ». Et puis, en 2017, la CUA se mettra « *en conformité avec le schéma départemental d'accueil des gens du voyage* ».

La mobilité

Dernier objectif pour Philippe Rapeneau et l'ensemble de la CUA. Avec toujours cette même ligne directrice : le développement durable. Continuer de verdir le territoire arrageois. Poursuivre son aménagement, en termes de pistes cyclable. « *100 kms à l'horizon 2030* », lance Philippe Rapeneau. La fluidité du trafic automobile est aussi un enjeu. 2017 marquera la fin des travaux du contournement de l'agglomération par la Rocade Sud, et l'espoir de réaliser enin la Rocade Est, « *maillon indispensable pour le nord de notre agglomération* ». En 2017, pas de repos pour la CUA, véritable « *moteur du territoire* ».

par L.m.





PROJETS

Voeux 2017 ou l'attractivité du territoire

Lors de ses vœux, Patrice Vergriete a insisté, avec enthousiasme, sur les travaux à venir. Des travaux qui devraient donner un tout autre visage à Dunkerque.

Tout démarrera en 2017 avec des chantiers se succédant de la gare au centre-ville, puis le programme de ravalement de façades, sans oublier la revalorisation du patrimoine communal. «Le pôle bowling hôtel à côté du Pôle Marine démarrera aussi cette année.» Les travaux de la future médiathèque du centre vont

démarrer en octobre, ceux de la nouvelle piscine de Saint-Pol-sur-Mer / Petite-Synthe vont prendre fin. La rénovation des équipements sera marquée par le lancement des travaux du stade Tribut en octobre. Concernant l'Arena, le projet est toujours au point mort : «Je ne m'attendais pas à ce que Xavier Bertrand annonce que sa grande salle se ferait à Dunkerque.» Reste que la Région est, depuis, muette. La Cud devait lui communiquer un territoire : «On s'est très vite mis en quête d'un terrain avec l'ensemble des maires.» Il y a un an, en janvier 2016, le site de

Saint-Pol-sur-Mer avait été sélectionné, à côté de la nouvelle piscine. «Depuis, pas de réponse officielle», indique le maire de Dunkerque. Quelques rencontres informelles avec le président de Région qui ne remet pas en cause le projet, mais rien de plus. «On me dit qu'on me recontactera en février 2017. Je pense qu'ils ont besoin de caler une programmation budgétaire et ça peut prendre du temps. » Un projet d'ampleur tout de même financé à 80% par la Région.

R. F.

